

# LA SOCIÉTÉ FOREZIENNE ET LA RÉVOLUTION NATIONALE

(Juin 1940 - Novembre 1942).

CENTRE PIERRE LÉON  
MAISON RHONE-ALPES DES SCIENCES DE L'HOMME  
(M.R.A.S.H.)  
14, Av. Berthelot - 69363 LYON Cedex 07  
Tél. 72.72.64.01

par Monique LUIRARD

L'étude de la Société forézienne n'a pas été le but premier de mes préoccupations (1). Elle n'a été menée que dans une optique très particulière qui consistait à mettre en valeur les comportements politiques des groupes et des individus, leurs réactions face à la Révolution Nationale, régime qui s'est installé en France à la suite de la défaite de juin 1940 et qui a voulu bouleverser les manières d'être de la population.

D'emblée une hypothèse de travail s'est dégagée. Pétain et son entourage proposent un programme de « rénovation nationale ». Ce terme est employé à dessein, car le vocable de Révolution nationale a lentement émergé au cours de l'année 1941, l'étude de la presse le montre assez. De plus Pétain, d'après ses familiers, n'appréciait pas le terme de révolution nationale dans la mesure où il renvoyait au vocabulaire traditionnel de la Gauche. Ce programme peut être résumé par quelques poncifs : l'éloge du paysan et le retour à la terre, l'abolition de la lutte des classes et la mise en place de la Charte du Travail, le sens de l'effort et du sacrifice - pendant toute la période, le vocabulaire est volontiers doloriste -. Mais ces thèmes ne correspondaient pas à l'évolution politique et sociale récente. Pour que les changements proposés aient des chances de se réaliser, il fallait d'une part que la population les acceptât, d'autre part que la population transformât ses modes de relations. Sur le premier point le nouveau régime a obtenu un accord de principe dans la mesure où les Foréziens adhéraient à la personne du Maréchal, pavillon qui couvrait inévitablement une certaine marchandise. En revanche, sur le second point, la Révolution Nationale a essuyé un échec partiel.

Le choix des limites chronologiques s'impose - 17 juin 1940 - 11 novembre 1942 -. Après novembre 1942, la Révolution Nationale n'est qu'une fiction qui subsiste, mais qui n'intéresse plus. Les Allemands prennent alors la situation en main. L'indépendance déjà très théorique de Vichy a totalement disparu. Cette étude a été menée dans le cadre du Forez, qui coïncide avec l'arrondissement de Montbrison, situé au coeur du département de la Loire. La région présente une triple originalité.

- une originalité géographique : une plaine centrale, drainée par la Loire, est entourée à l'Est par les monts du Lyonnais et à l'Ouest par les monts du Forez. La région juxtapose deux milieux complémentaires et contraignants.
- une originalité sociale. Le Forez est rural. Or il est courant de dire que les ruraux soutiennent a priori le régime de Vichy et que la Révolution Nationale trouve parmi les paysans ses alliés les plus fidèles. L'étude du Forez permet de vérifier ces assertions. De fait le Forez est un microcosme avec des paysans, mais aussi des ouvriers, une bourgeoisie, des notables. Le groupe de ces derniers est issu de la bourgeoisie industrielle, mais il est surtout composé des propriétaires fonciers, aristocrates ou assimilés à la noblesse locale.
- une mentalité originale. Du point de vue religieux, habité par une majorité de catholiques, le Forez est « un bon pays », un pays « fidèle », si l'on se réfère aux critères dégagés par le chanoine Boulard. Mais la pratique religieuse est plus forte dans la montagne que dans la plaine, plus tiède. Deux indices le prouvent. Le nombre des pascalisants est toujours important - plus

(1) thèse de 3e Cycle intitulée : « Le Forez et la Révolution Nationale (juin 1940 - novembre 1942). La seconde partie est plus spécialement consacrée à l'étude de la société forézienne. Ce travail doit être publié par le Centre d'Etudes Foréziennes.

de 50 % des fidèles accomplissent le devoir pascal », mais le pourcentage des pascalisants dans la plaine varie entre 50 70 % selon les paroisses; alors qu'il dépasse 90 et 95 % dans la montagne. Entre 1880 et 1945, 50 % des prêtres ordonnés dans le diocèse de Lyon sont originaires de la Loire, 29 % du Forez. 70 % de ces derniers sont nés dans la montagne 19 % dans le pays des côtes - là où la population est la plus nombreuse -, 11 % dans la plaine.

Une même césure se constate dans le domaine politique. La montagne vote à droite, elle donne ses suffrages à l'U.R.D. La plaine accorde les siens aux radicaux-socialistes. Mais partout on note le même fonds de conservatisme. La coupure entre droite et gauche est traditionnelle : on est « blanc » ou « rouge » de père en fils, par atavisme familial plus que par choix conscient.

Les méthodes utilisées n'ont rien d'original. Cette étude a été menée grâce :

1° aux Archives publiques. Il ne faut pas en attendre grand chose car elles ont été fortement expurgées (2) : elles ne renferment plus aucun document sur l'été 1940, qui assure la transition entre la République déchuë et le nouveau régime qui se met en place. Rien non plus entre mai 1941 et mai 1943. Or des événements importants se déroulent pendant ce laps de temps : l'affaire de Syrie et l'entrée en guerre de l'URSS en juin 1941, le second statut des Juifs et le recensement, le retour de La Roche en avril 1942, la Relève et l'organisation du S.T.O., enfin l'occupation de la zone Sud. Quand elles existent, les sources ne concernent presque jamais le Forez, mais plutôt le bassin houiller et le Roannais qui donnent plus de soucis au régime parce qu'ils possèdent une forte population ouvrière. De toute manière, les renseignements sont toujours partiels.

2° aux témoignages oraux, indispensables puisque les survivants de la période sont encore assez nombreux. Il n'est pas question de souligner les lacunes de ce type de source : déformations voulues ou involontaires, exagération lyrique. Pourtant beaucoup de Foréziens ne veulent pas, même 30 ans après, parler des événements de la guerre - les légionnaires par exemple -. D'autres ne peuvent pas parce qu'ils vivent les événements sans réfléchir sur eux. Néanmoins ces témoignages sont capitaux car ils fournissent des anecdotes, indispensables pour recréer une atmosphère.

3° à la Presse. Elle est censurée, mais elle existe. Involontairement, elle met l'accent sur les préoccupations majeures de la population ; les contraintes alimentaires du moment.

Grâce à ces sources, il est possible de se faire une idée de la société forézienne pendant les deux années qui nous occupent.

## I. Une société conforme à l'idéal de Vichy.

### A. Les Foréziens sont en majorité des ruraux.

Le Forez est peuplé par 120.000 habitants environ (recensement de 1936). Les ouvriers sont minoritaires : ils sont moins de 7.000, très localisés géographiquement. Les Foréziens sont donc des gens qui vivent de la terre, alors que dans le département de la Loire, on ne dénombre que 150.000 ruraux contre 400.000 citadins, soit 30 % environ de ruraux. Ils en apprécient les valeurs et sont attachés au sol.

L'importance des ruraux s'accroît pendant la période. La clientèle des commerçants foréziens est beaucoup plus bourgeoise et paysanne qu'avant 1940 : les ouvriers manquant d'argent restreignent leurs achats, d'autant plus que par suite de la raréfaction des stocks, le prix des marchandises s'élève. En revanche, les ressources des paysans augmentent. Les paysans craignent une dévaluation. Comme ils ne peuvent se procurer le matériel nécessaire à l'exploitation, ils font des achats « de luxe », plus ou moins inutiles et hétéroclites : « bicyclette, linge médiocre, toilettes de première de communion » (comte de Neufbourg « Paysans » (1945) p. 157). Ils rompent avec leurs habitudes d'économie.

(2) J'ai pu, grâce à une autorisation accordée à titre exceptionnel et personnel par le Préfet de la Loire, avoir accès aux dossiers détenus par les Archives Départementales de la Loire.

## B. Une société peu touchée par des apports extérieurs.

### 1. Les étrangers.

Avant guerre, ils sont en nombre limité (1927 : 2908 ; 1937 : 1400), parce que l'industrie est peu développée dans l'arrondissement. Ils sont employés dans les centres urbains, en particulier dans les verreries de Veauche et de Saint-Romain-le-Puy, dans les industries métallurgiques de Feurs, de Montbrison, du Sud du Forez, rarement dans l'industrie textile, contrairement à ce qui se passe en Roannais - les chapelleries de Chazelles trouvent leur main d'oeuvre dans les campagnes environnantes - Ils sont fermiers ou ouvriers agricoles dans les grandes exploitations de la plaine. Le baron de Vazelhes attire des Russes, des Polonais, des Yougoslaves à Grézieux. Son exemple fut suivi par les autres propriétaires fonciers, car les étrangers étaient travailleurs, peu exigeants et plus obéissants que les Français.

Peut-être y eut-il des apports en provenance d'Espagne après la guerre civile, mais les statistiques n'en gardent pas la trace.

Pendant la guerre, le nombre des étrangers décroît : beaucoup sont expulsés, d'autres partent pour le bassin houiller. La plupart d'entre eux sont incorporés dans les Groupements de Travailleurs étrangers occupés à des besognes d'intérêt public (coupes d'arbres, construction ou dégagement de routes) ou prêtés à des particuliers (le comte de Neufbourg leur fait réparer les chaussées de ses étangs à Arthun). Les étrangers sont acceptés par la population parce qu'ils sont « utiles » et parce qu'ils ne lui portent pas ombrage. Les autorités ne s'en plaignent pas surtout après 1941 : elles insistent sur leur installation ancienne, sur les fusions avec la population locale.

### 2. Les réfugiés.

Ils sont très nombreux pendant l'été de 1940 : mais les dénombrements sont toujours inférieurs à la réalité, car les autorités, débordées, ne peuvent même pas compter les nouveaux arrivants. 2000 réfugiés peuvent, en septembre 1940, quitter le Forez par chemin de fer. 2300 sont pourtant dénombrés en octobre, avant l'arrivée des expulsés d'Alsace-Lorraine. En février 1942, on compte encore 1022 réfugiés originaires de la zone interdite, ni Juifs, ni étrangers. En général, 10 à 25 % d'entre eux possèdent des ressources ou ont trouvé du travail sur place, les autres sont assistés par les fonds de secours.

### 3. Les Juifs.

Les Juifs ne furent jamais très nombreux dans la Loire. Avant guerre, on comptait une centaine de familles, soit 600 personnes environ, vivant surtout à Saint-Etienne et à Roanne. Un indice tend à le prouver. Entre 1941 et 1943, 66 commerçants juifs, français et étrangers, sont pourvus d'un administrateur provisoire :  
 41 à Saint-Etienne  
 22 en Roannais (20 à Roanne)  
 3 en Forez (1 à Montrond, 2 à Montbrison).

Le recensement de 1941 permet de dénombrer en Forez 290 Israélites : 96 étrangers - la moitié d'origine polonaise - et 194 Français : 57,5 % de ces derniers étaient originaires de zone interdite et d'Alsace-Lorraine, 27,9 % de la région parisienne, 2,7 % d'Afrique du Nord, 11,7 % de divers départements des deux zones.

Entre 1940 et 1942, les Juifs en Forez ne représentent pas un danger, et ils ne sont pas en danger bien que la population soit volontiers antisémite. Mais l'antisémitisme, surtout répandu chez les notables lecteurs de « l'Action Française » (le procureur de la République, le comte Léon de Poncins, par exemple) est véhiculé par l'idéologie de la droite nationaliste. Il est d'autre part fréquent dans des populations rurales méfiantes vis à vis des marchands qu'elles soupçonnent de vouloir les gruger. Il ne conduit pas toujours au racisme.

## C. Une société handicapée par l'absence des prisonniers.

On ne possède aucun chiffre officiel des mobilisés, des morts au combat, des prisonniers. Un sondage portant sur

8 communes, où ces renseignements avaient été conservés, a montré que 50,76 % des mobilisés étaient prisonniers. Leur absence fut, du point de vue économique, plus durement ressentie dans les communes rurales de la montagne que dans les centres industrialisés.

#### D. Un comportement démographique semblable à celui du pays.

Alors que la population s'était étiolée entre 1901 et 1906 (on tombe de 140.922 hab. à 120.513 hab.), le taux de natalité s'est relevé plus vite que celui de la mortalité entre 1941 et 1943 (le premier passe de 13,5 à 15,2 ‰, le second de 16,1 à 17 ‰).

Bien que beaucoup de Foréziens exercent une activité mixte, et que nombre de citadins, propriétaires, perçoivent des fermages, il est nécessaire de distinguer dans l'étude des groupes sociaux, d'une part les habitants des petites villes et d'autre part les paysans et les notables propriétaires fonciers.

#### II. Les habitants des petites villes.

Pendant l'entre-deux-guerres, la ville forézienne attire des paysans déracinés que la terre ne peut pas nourrir. Elle abrite une population très diverse : ouvriers, bourgeoisie et classes moyennes. Mais les villes ont une physionomie très différente.

- Montbrison est le type de la ville « bourgeoise » avec de nombreux membres de professions libérales : médecins et membres de professions paramédicales, hommes de loi, professeurs clercs et laïcs, fonctionnaires, commerçants (qui souvent travaillent pour les paysans : parmi eux, 120 réparateurs de machines agricoles) et des employés. En effet Montbrison est sous-préfecture, elle a conservé la cour d'assises, l'Ecole Normale d'Instituteurs, elle possède des écoles secondaires libres très fréquentées : le collège Victor de Laprade pour les garçons et l'institution de la Madeleine pour les Jeunes Filles.

- En revanche, Chazelles, la ville de l'industrie textile est la plus ouvrière de l'arrondissement : elle compte les 1813 ouvriers dénombrés dans le canton.

Tous les citadins sont affrontés aux mêmes problèmes qui varient seulement d'intensité selon leurs conditions de fortune.

#### A. L'emploi.

Pendant l'année de guerre, quelques branches de l'industrie forézienne sont favorisées : la métallurgie travaille pour l'armée. Gapiand à Saint-Just sur Loire, Barriol et Dallièrre à Andrézieux, Chavanne-Brun à Montbrison embauchent même de nouveaux ouvriers. Mais l'activité décline dans les verreries et dans l'industrie textile.

Pendant l'été de 1940, toute l'économie connaît le même marasme : dans le textile, la production est la moitié de celle de l'été 1939. L'Etat n'a pas encore payé ses marchés : bien des trésoreries d'entreprises en souffrent. Une reprise lente se dessine à partir d'octobre. Elle est due sans doute à l'assouplissement de la circulation interzone : les verreries de Veauche reçoivent alors de Fontainebleau le premier wagon de sable depuis l'armistice.

En 1941-1942, la situation se dégrade : les matières premières sont comptées - les industriels ne doivent pas régler la marche des usines selon les carnets de commande, mais d'après la quantité de matières premières fournies -, elles sont d'autre part de qualité médiocre : les huiles oxydent les machines qu'elles ont pour mission d'entretenir. Des usines se mettent en veilleuse, congédient une partie de leur personnel. Néanmoins, le chômage n'est pas trop gravement ressenti : il frappe surtout les plus de 60 ans. Les ouvriers ont la possibilité de se reclasser dans les chantiers de travaux publics ouverts par le gouvernement qui ne fait que reprendre à son compte les projets de la Troisième République. Ils travaillent partiellement dans les fermes. Il n'y a plus de chômeurs complets en Forez en novembre 1942. Les chômeurs partiels sont très peu nombreux.

Seule la chapellerie de Chazelles connaît une activité presque normale. Elle continue d'envoyer sa production aux commissionnaires parisiens habituels qui font des affaires avec les Allemands. Ces derniers exportent par le canal des pays scandinaves les cônes feutre vers les Etats-Unis afin de se procurer les dollars ou les livres sterling dont ils ont besoin.

### B. L'organisation du travail par Vichy.

Elle provoque des réticences. 1° chez les ouvriers privés de la liberté syndicale. En Forez un tiers des ouvriers sont syndiqués (on ne possède pas les effectifs globaux de la C.G.T. forte dans la métallurgie et dans les verreries. En revanche, la C.F.T.C. compte 773 adhérents). Alors qu'ils ne représentent que 2 % de la population forézienne, les ouvriers fournissent 32,7 % des individus suspects et dangereux aux yeux du pouvoir et 34 % des internés administratifs. 2° chez les patrons, qui ne veulent pas d'intervention de l'Etat dans les affaires.

Les patrons sont satisfaits de ce que le régime ait dénoncé la lutte des classes, mais ils ne veulent céder aucune parcelle de leur autorité. Ils sont hostiles aux plans de concentration industrielle prévus par Lehideux. Ils sont réservés quant au lancement des comités sociaux d'entreprise. Ils préfèrent en désigner eux-mêmes les membres, quand ils les organisent : « la direction soucieuse d'éviter les rivalités et les rancoeurs qui s'étaient antérieurement manifestées à l'occasion d'élections de délégués d'atelier et considérant que toute nouvelle élection aurait eu fatalement pour effet de mettre en compétition de nouvelles candidatures portait en elle-même un ferment de discorde et de désunion, a décidé de renoncer à ce mode de désignation », explique le président directeur général des sources Badoit (Saint-Galmier).

### C. L'alimentation.

Ce problème se pose avant tout aux ouvriers et aux classes moyennes, de manière générale à tous les non-producteurs. Mais, 1° le Forez est assez bien approvisionné : les Stéphanois viennent s'y ravitailler. 2° les prix sont moins élevés que dans le reste du département pour les produits laitiers, la viande, les pommes de terre, la farine (mercuriale de février 1942). 3° Une partie de la population ouvrière mène un genre de vie mixte. Les ouvriers et les artisans offrent leurs services aux paysans contre une rémunération en nature. De plus des compléments sont fournis par les jardins ouvriers, les comités sociaux d'entreprise, le Secours National.

Mais si peu de gens en Forez sont morts de faim, l'alimentation difficile et rationnée contribua à élargir le fossé qui séparait les groupes sociaux. Aux nantis qui s'enrichissent (bourgeois, commerçants, paysans qui n'obéissent pas à la taxation) s'opposent tous ceux qui sont inquiets pour leur emploi et pour leur salaire. C'est sur ce deuxième groupe que, par la suite, pèse la menace du S.T.O. qui va encore accroître les rancoeurs.

## III. Paysans et notables.

### A. La terre.

Le même contraste géographique entre la plaine et la montagne se retrouve au niveau des structures agraires.

- La montagne est un pays de petite propriété, morcellée (8 à 10 parcelles en moyenne par propriété), l'exploitation se fait par le propriétaire lui-même.

- La grande propriété domine dans la plaine (cf. les superficies de certaines propriétés : le baron de Vazèlles à Grézieux possède 600 ha. Le comte de Neufbourg, à Arthun, Sainte-Foy, 800 ha., le comte de Roquefeuil à Magneux, 650 ha., Palluat de Besset et Roux de la Plagne, 300 ha. chacun). Ces propriétés sont divisées en fermes de 100 ha. environ. Les fermiers - « les ganais » - sont au sommet de l'échelle sociale paysanne. La notion d'exploitation l'emporte nettement sur celle de propriété.

## B. Les structures sociales.

Les exploitants se subdivisent en métayers : 1,2 ‰  
fermiers : 30,1 ‰

66,2 ‰ des exploitations sont en faire-valoir direct.

La main d'oeuvre se raréfie : les journaliers agricoles ont disparu de la plaine. Le nombre des domestiques s'est amenuisé des 2/3 depuis la guerre de 1914. Mais, sauf dans les exploitations dirigées par des femmes seules dans les mont du Lyonnais, il ne se pose pas de grave problème de main d'oeuvre pendant la guerre. Les exploitants trouvent de l'aide dans leur propre famille, auprès des étrangers des G.T.E., des ouvriers qui viennent s'engager, de la main d'oeuvre prêtée par la Mission de Restauration Paysanne au moment des gros travaux.

## C. Les conditions conjoncturelles.

1° Les difficultés sont très variées. Elles tiennent à la raréfaction des produits nécessaires à la culture, - Les exploitants se débrouillent en passant des contrats individuels avec des usines du bassin houiller. - Aux conditions atmosphériques qui sont mauvaises pendant toute la période, à l'absence des hommes, aux contraintes nées de la guerre : entre autres les réquisitions et les taxations.

2° Pourtant paysans et notables retirent des avantages de la situation. Les paysans s'enrichissent. On en veut pour preuve l'accroissement des achats aux commerçants des bourgs et des villes, la progression des dépôts dans les Caisses d'Epargne (les notables préfèrent discrètement s'en remettre aux banques parisiennes !) le nombre des mutations par ventes - les prix s'accroissent très fortement pendant le second semestre de 1942 -.

3° Les paysans, pourtant, refusent d'accepter tout le programme de la Révolution Nationale : les ventes à la taxe, la fourniture des contingents au Ravitaillement général, mais surtout le retour à la terre. Le « retour à la terre » a été un leitmotiv dès l'été 1940. On s'est beaucoup lamenté sur la terre qui mourrait et sur les champs en friche. Mais les paysans ne constataient rien de tel en Forez. De nombreuses parcelles, après les migrations vers la ville, avaient été rendues à la friche ou boisées dans la montagne, mais il s'agissait de terres impropres à la culture. Aussi en octobre 1941 ne recensa-t-on que 15 exploitations ou locaux vacants. Ils étaient de superficie médiocre (6 ha. en moyenne), situés dans la montagne (une seule exploitation dans la plaine à Unias, de 8 ha.). Les maisons étaient le plus souvent en ruine. En 1945, lorsque l'on épura les comptes, cinq dossiers seulement furent déposés en recours.

Les réticences avaient été générales. Les industriels ne voulaient pas perdre leur main d'oeuvre, car les usines auraient toujours besoin d'ouvriers. Les paysans se méfiaient de ceux qui étaient partis et qui voulaient revenir. Ils se moquaient des convertis et blâmaient leur initiative, d'autant plus que les « nouveaux » arrivants étaient souvent des ratés aussi incapables de réussir à la ville qu'au village : « Pourvu que ceux qui sont paysans aujourd'hui le restent, nous sommes assez nombreux pour faire rendre la terre » dit un paysan à un journaliste de la « Tribune » le 3 octobre 1940.

Les paysans à la suite de Dorgères, auraient préféré que le gouvernement luttât contre la grande propriété employant des salariés étrangers et qu'il créât une « exploitation paysanne » de type familial.

En revanche, les paysans furent très satisfaits de toutes les mesures de maintien à la terre, car ils craignaient de voir la région se dépeupler.

4° De fait un accord tacite unissait paysans et notables : tous approuvaient la politique de maintien de l'ordre et de répression engagée par Vichy. Il faut remonter au Front Populaire pour comprendre cet état d'esprit. En 1936, les Foréziens ont eu très peur. Non pas des ouvriers agricoles qui n'engagèrent pas de grèves et assurèrent tous les travaux requis, mais des ouvriers du bassin houiller. Des mineurs vinrent en groupes dans le Montbrisonnais. Les paysans se mirent à craindre pour les récoltes. A Montrond, ils durent même repousser une tentative de destruction. Aussi y eut-il foule aux réunions organisées par Dorgères qui mettait l'accent sur l'apolitisme foncier des paysans, (« votre blé n'est ni rouge, ni blanc », disait-il) qui parvint même à

**CENTRE PIERRE LÉON**  
**MAISON RHONE-ALPES DES SCIENCES DE L'HOMME**  
**(M.R.A.S.H.)**  
**14, Av. Berthelot - 69363 LYON Cedex 07**  
**Tél. 72.72.64.01**

gagner à sa cause des conseillers municipaux élus sur des listes Front Populaire. Des réunions plus discrètes rassemblèrent les propriétaires fonciers qui se cotoyèrent pour acheter des armes afin de protéger les récoltes. Ils savaient pouvoir compter sur l'aide des paysans.

La Révolution Nationale apparut comme le régime de la revanche sur les ouvriers. La cassure entre paysans et ouvriers est nette pendant la guerre (symbolisée par l'antithèse « affameurs-affamés »). Les autorités essaient d'attirer la pitié des paysans en décrivant la situation alimentaire angoissante des citadins. Mais cette situation n'intéresse pas les paysans qui ne peuvent renouveler ni leurs outils, ni leurs vêtements et qui estiment que l'ouvrier doit être nourri par celui qui tire profit de son travail.

Les notables, beaucoup plus que les paysans, sont gagnés, sans efforts, aux idées « nouvelles » qui ne sont en fait que leur manière habituelle de voir les gens et les choses. La Révolution Nationale défend la famille, la propriété, le programme qui a toujours été soutenu par la droite. Les notables sont flattés d'avoir vu juste depuis toujours. Ils retrouvent du reste dans le nouveau régime une place de premier plan. Ils peuplent la Corporation paysanne, la Légion, les délégations municipales. Revanche sur la République ou continuité avec cette dernière ?

Les Foréziens ont adhéré profondément à la personne du Maréchal, en qui ils ont vu un gage de victoire à long terme. Le prestige du vainqueur de Verdun, les qualités humaines de l'homme - bonté envers les soldats, simplicité - com- plaisamment développées par une presse qui verse dans l'hagiographie, tout les poussait à le faire. Si le programme de la Révolution Nationale n'impliquait que ce simple attachement à Pétain, les Foréziens étaient favorables à la Révolution Nationale. En revanche, si ce vocable signifiait conditions de vie difficiles, contraintes de toutes sortes, réquisitions, manque à gagner, alors les Foréziens n'étaient pas prêts à accepter la Révolution Nationale. Il est intéressant de noter que les premières ruptures sont venues de la montagne, où l'enrichissement était moins important que dans la plaine, où les trafics plus ou moins licites et les marchés plus ou moins noirs permettaient de fructueux bénéfices. Entre 1940 et 1942 aucune évolution n'est sensible dans la société forézienne. Les anciens cadres : syndicaux, patronaux se sont maintenus. Quelques ecclésiastiques peu nombreux, mais très influents, plus jeunes que leurs confrères anciens combattants de 1914-1918 d'une génération, ont refusé de se laisser entraîner dans l'enthousiasme des catholiques vis à vis de Vichy. Le régime avait compté sur la Légion pour détruire les anciens groupes sociaux et opérer une fusion nouvelle. Cet organisme fut bien incapable de réaliser cette tâche. Il se contenta de regrouper les anciens combattants, comme l'avaient fait, avant guerre, les sociétés de Poilus, de la présence physique des Foréziens aux manifestations du souvenir. Il manquait de dynamisme et peut-être, au fur et à mesure que le temps passait, de foi. Le Forez n'avait pas été bouleversé en juin 1940 par les combats, qui furent rares et rapidement achevés. Il ne le fut pas non plus en profondeur par le nouveau régime, qui comptait avant tout sur les nouvelles générations qu'il n'avait pas le temps de former. En novembre 1942, les groupes sociaux étaient intacts ou presque. La Révolution Nationale n'avait pas réussi à convaincre les masses.

M. LEON ouvre la discussion en soulignant l'originalité et l'importance de l'apport de M<sup>lle</sup> LUIRARD. Celle-ci a cherché à reconstituer une société rurale, dans une période troublée, et encore proche : ce n'est pas un mince mérite que d'être parvenu à un résultat très convaincant.

Une telle histoire est particulièrement délicate dans la mesure où elle concerne des personnes encore vivantes, qui éprouvent souvent une grande réticence à revenir sur cette période de leur passé. Les archives enfin restent en grande partie fermées, malgré l'aide du Comité de la seconde guerre mondiale : ou bien les documents sont encore inaccessibles, ou bien, et les archivistes le confirment, ils sont souvent décevants, médiocres, considérablement triés et expurgés, et ne rendent donc que des services limités.

Le problème des sources et de leurs méthodes d'approche constitue la première partie de la longue discussion qui s'engage alors.

Il est des plus difficile de reconstituer des séries statistiques précises. Sur une question de M. LORCIN, Melle LUIRARD insiste sur l'importance de lacunes parfois inexplicables. Il est à peu près impossible par exemple de dresser une statistique globale des prisonniers de guerre, ni avec les archives des communes, ni avec celles du ministère.

Quelques aspects heureusement peuvent être mieux connus : par exemple, les adhérents à la Légion, dont les noms sont connus. Les Anciens Combattants sont largement majoritaires dans ses rangs, mais Melle LUIRARD fait observer combien de nuances apparaissent, selon l'attitude des notables locaux, selon l'âge, selon les villages eux-mêmes. D'ailleurs si les adhésions furent relativement nombreuses au départ, les retraits furent très rapides, officieusement dès avant 1942, officiellement ensuite.

MM. JACOB et GARDEN demandent des précisions sur l'utilisation des sources orales. Melle LUIRARD a multiplié les enquêtes orales souvent irremplaçables, tout en insistant sur les difficultés de leur emploi : il est indispensable de toujours distinguer le souvenir réel et la vision reconstruite. Il semble que les méthodes actuelles des enquêtes sociologiques pourraient rendre de grands services dans ce domaine que les historiens commencent à explorer. M. JACOB demande s'il ne serait pas très intéressant de faire une enquête de ce genre, exhaustive, en interrogeant, pendant qu'il en est encore temps, tous les habitants d'un village ou d'un groupe de villages, tous les témoins. Des questionnaires établis, à proprement parler, par exemple des départs des combattants en 1914 ont montré combien les réponses permettaient de dégonfler certains mythes et comme le dit M. JACOB, si les réponses travestissent la réalité, la construction d'un mythe relève aussi de l'étude historique. Melle LUIRARD, Melle VIALARD et M. HOURS soulignent la difficulté du choix de la localité où pourrait être employée une telle recherche : l'attitude des habitants fut très différente, entre la plaine et la montagne, entre les communes qui furent en contact avec le maquis, et celles qui l'ignorèrent. Il faut évidemment tenir compte de ces réalités avant de procéder à un travail de ce genre.

La deuxième partie de la discussion, liée intimement à la précédente, s'intéresse surtout aux mentalités dans cette région du Forez, pendant la Révolution Nationale. Comment cette période de la guerre fut-elle ressentie dans cette région. Il y a des groupes sociaux, et lesquels, ont-ils adhéré plus franchement que d'autres à la politique du gouvernement de Vichy ? Quelles furent les conséquences, à court et à long terme, de ces adhésions ?

Melle LUIRARD a souvent eu l'impression que pour beaucoup de villages, pour la majorité des paysans, la guerre est longtemps perçue comme lointaine, presque comme étrangère. Beaucoup n'ont jamais vu d'Allemands, pendant cette première période, beaucoup n'ont à proprement parler jamais entendu parler de la guerre. M. CHERRIER, en citant l'exemple de son village de Saint-Romain en Just confirme cette impression. Mais Melle VIALARD et M. ESTIER contestent cette vision. Leur connaissance personnelle d'autres communes éclaire mieux encore cette diversité d'attitudes d'une région à l'autre. Elle souligne en particulier ce clivage permanent, comme le souligne M. HOURS, entre la plaine et la montagne, si sensible dans le Forez.

S'il existe des clivages géographiques et sociaux, il n'y a pas toujours cohésion des groupes sociaux. Dans les milieux de la grande propriété aristocratique, si considérable dans la plaine du Forez, il se trouve, dès le début, des hommes pour refuser leur adhésion à la Révolution Nationale, même si certains sont sensibles à cette résurrection de l'Ordre moral.



De même, certains refuseront toute collaboration, et seront les premiers, comme le comte de Neufbourg, à participer activement aux mouvements de résistance. M. ESTIER fait remarquer le rôle refuge de certains villages du Haut-Forez, lieux de séjour de leaders syndicalistes ou politiques, qui ont pu localement jouer un grand rôle.

Plusieurs questions, auxquelles le plus souvent la thèse de Melle LUIRARD apporte une réponse précise, concernent l'attitude de tel ou tel groupe, face à différents problèmes.

M. HOURS demande des précisions sur l'attitude du clergé, dont une partie, minoritaire sans doute, mais active, s'écarte très tôt du régime : les jeunes ecclésiastiques, les aumôniers, certains curés de paroisse même, et jusque dans les campagnes les plus isolées comme le souligne Melle VIALARD.

M. MERLEY s'intéresse à l'attitude des amicales laïques, importantes surtout dans les petites villes de la plaine. Celles-ci, vite suspectes, furent tôt dispersées et dissoutes. Il est possible qu'elles aient joué un rôle dans le mouvement des « Compagnons » sous couvert du folklore. Quant aux syndicats agricoles, ils semblent n'avoir joué qu'un rôle des plus limités, et Melle LUIRARD n'a rien trouvé sur l'Union du Sud-Ouest.

M. LORCIN revient sur la diversité des attitudes des groupes sociaux, en particulier face à la politique du retour à la terre préconisée par le gouvernement de Révolution Nationale. Si les paysans sont très favorables au maintien à la terre, ils sont beaucoup plus réservés face à un « retour », d'ailleurs bien utopique dans une région où il n'y a pas de terre disponible. Les milieux patronaux, parfois sensibles à divers aspects de la politique de Vichy, n'approuvent pas non plus cette partie du programme, à la fois pour la défense de leurs intérêts, le maintien de leur main d'oeuvre, et un certain nationalisme économique, exprimé nettement dans les délibérations de la Chambre de Commerce par exemple.

MM. LEQUIN et MERLEY enfin demandent dans quelle mesure les adhérents de la Révolution Nationale basculèrent ensuite dans la collaboration. Pour Melle LUIRARD un tel mouvement n'eut pas lieu en Forez, 1942 marquant une coupure très nette. M. LEQUIN pense qu'il n'en fut pas de même partout, et pense avoir décelé des signes très nets en d'autres régions, comme la Haute-Loire, ce que conteste d'ailleurs M. MERLEY : tous deux sont d'accord avec Melle LUIRARD pour conclure qu'il s'agit, dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, de faits individuels ou d'impressions, que seule une enquête plus approfondie pourrait confirmer.

=====